



HAL
open science

L'AMÉRICANISATION DE L'EUROPE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. L'AMÉRICANISATION DE L'EUROPE. Revue Française de Géopolitique, 2003, 1, pp.197-202. halshs-01145704

HAL Id: halshs-01145704

<https://shs.hal.science/halshs-01145704>

Submitted on 25 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

XXI

L'AMÉRICANISATION DE L'EUROPE

Gérard-François DUMONT¹

La question de l'américanisation n'est pas totalement nouvelle, puisque le terme, selon le *Petit Robert*, est né en 1867, signifiant « l'action d'américaniser », conduisant par exemple des individus à avoir des comportements, des attitudes ou des mentalités américaines². Baudelaire s'inquiétait de ce que « la mécanique nous américanise ». André Siegfried parlait d'un « monde qui... s'américanise ». Comment expliquer la prééminence de l'Amérique ? D'une part, à l'origine, les États-Unis se sont définis par rapport à une certaine Europe, et en totale opposition à cette Europe, en rupture avec ses pouvoirs monarchiques ou aristocratiques. D'autre part, et compte tenu de la seconde révolution russe de 1917, l'écrivain allemand d'origine balte Hermann von Keyserling, dans sa *Psychanalyse de l'Amérique*, publiée en 1931, précise : « L'Amérique est prédestinée à représenter, dans le nouveau monde qui se forme, l'opposé polaire ou le contrepoint du socialisme au sens européen du terme. Ensuite, de la fin de la Seconde

1. Géographe, économiste et démographe, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, le recteur Gérard-François Dumont est l'auteur d'une vingtaine de livres et de plus de deux cent quatre-vingts articles scientifiques. Parmi ses derniers ouvrages figurent *Géographie de la France* (Ellipses, Paris, 2002), *Les populations du monde* (Armand Colin, Paris, 2001), *La population de la France, des régions et des DOM-TOM* (Ellipses, Paris, 2000), et *Les racines de l'identité européenne* (Economica, Paris, 1999).

2. En fait, le terme « américanisation » s'applique d'abord aux Européens émigrés aux États-Unis. Cette implantation en Amérique du Nord est d'abord considérée comme un second pôle de la civilisation « européenne ». Après Lincoln, la guerre de sécession et la conquête du territoire, les Américains eux-mêmes commencent à parler de civilisation américaine.

Guerre mondiale à 1989, une partie de l'Europe n'a guère d'autres choix que de se définir par rapport aux États-Unis ».

■ Américanisation ou soviétisation ?

Affaiblis par cette Seconde Guerre mondiale, les quelques peuples libres d'Europe de l'Ouest n'entrevoient d'autres possibilités que de s'aligner sur des politiques et des traits américains et en conséquence de s'américaniser pour échapper à l'extension souhaitée par Staline de l'Empire soviétique. Meurtris après les deux guerres civiles européennes du XX^e siècle, ces pays d'Europe de l'Ouest portent leur regard vers « l'*American Way of Life* », tandis que les États-Unis proposent le plan Marshall ou permettent de réaliser le pont aérien qui se termine par la levée du blocus de Berlin. Feu Hitler et Staline toujours au pouvoir sont ainsi parvenus au résultat contraire à leurs objectifs : les quelques peuples européens à la fois libérés des fascismes allemand et italien et non soviétisés, ne peuvent que demander à l'Amérique de les épauler et de les défendre face à l'impérialisme soviétique.

L'autre partie possible, la « *soviet way of life* », ne tente guère les Européens de l'Ouest, malgré les multiples méthodes de propagande, pressions directes et indirectes, des dirigeants de l'URSS. Au fil des retours d'URSS, de la lecture du livre de Victor Kravchenko *J'ai choisi la liberté*, des textes d'Alexandre Soljenitsyne sur le goulag, ou des déclarations d'Andreï Sakharov, elle apparaît de moins en moins attirante. Lorsque, à la fin des années 1970, le Secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, parle encore d'un « bilan globalement positif » de l'URSS, la France sourit, les chansonniers se régalaient, et les partis communistes d'Europe de l'Ouest qui ont abandonné le marxisme-léninisme n'en croient pas leurs oreilles.

Bien qu'affaiblie, l'Europe n'a pas totalement perdu son âme ni oublié son identité dont la renaissance doit tant à Adenauer, de Gasperi et Robert Schuman, puis à Jean-Paul II qui, inversant la politique étrangère vaticane, exercera un rôle central dans la libération des peuples d'Europe de l'Est et dans l'écartement de la tentation totalitaire.

La croyance en une « destinée manifeste »

Dans le même temps, une certaine construction européenne se poursuit dans un sens qui n'est guère défavorable à l'américanisation. Les États-Unis encouragent d'ailleurs cette construction, chaque fois qu'elle représente pour eux l'ouverture aux investissements d'un grand marché supplémentaire. Mais, dès que des projets visant à concevoir l'Europe comme une puissance indépendante sont proposés, leur vigilance devient extrême et certaines pressions ne manquent pas de s'exercer.

Revenons à Hermann von Keyserling écrivant, toujours dans sa *Psychanalyse de l'Amérique* : « On peut comparer l'Amérique à la Chine ; on peut comparer l'Amérique à la Russie. Mais c'est une erreur et une injustice absolue que de comparer l'Amérique à l'Europe à aucun point de vue ». Or justement, l'Amérique pense souvent que l'Europe peut être comparée à l'Amérique et donc que la tentation hégémonique qu'ils représentent porte également sur l'Europe. Or, dans le même temps, non seulement l'Europe ne refuse guère l'américanisation, mais elle ignore ou écarte les mesures essentielles qui permettraient d'en éviter les excès. L'américanisation de l'Europe résulte donc d'un double processus complémentaire, la position dominante des États-Unis et l'acceptation par l'Europe des effets de cette situation primatière.

Certes, les États-Unis disposent d'un poids économique et géopolitique qui leur est facilité par leur puissance industrielle. Non seulement cette dernière paraît difficile à égaler, mais ses avancées permanentes imposent au monde des normes, des procédés, et même des réglementations. Ainsi ne répétera-t-on jamais assez qu'un courrier électronique entre Européens ou que la consultation d'un site internet français par un internaute français passe très souvent par un réseau américain.

Pilotant la globalisation aux échelles mondiale ou régionale (l'Alena), les États-Unis ont pris une place croissante et souvent première dans l'économie et le commerce international. Non sans mérite d'ailleurs, si l'on considère les décisions courageuses et intelligentes des années 1970 et 1980 et le changement de comportement démographique qui ont été ensuite le moteur de la croissance ininterrompue des années 1990, à un niveau annuel moyen supérieur de deux points à celui de l'Union européenne.

Mais, en outre, les États-Unis semblent se considérer toujours porteurs d'une « destinée manifeste » (*Manifest Destiny*), et pensent en conséquence être les mieux placés pour distinguer le Bien et le mal, et donc pour répandre le premier et chasser le second, sans jamais perdre de vue leurs propres intérêts. Ainsi a-t-on vu les États-Unis « embarquer » l'Europe dans la guerre du Golfe, puis être les premiers partenaires de l'économie du Koweït retrouvant son indépendance mise à mal par l'Irak. Sous la présidence Clinton, les États-Unis ont appuyé l'ouverture d'un dialogue entre les deux Corée par une diffusion massive de *Coca Cola* dans la Corée du Nord. Dans le même temps, ils ont confirmé leur présence militaire dans la région, limitant ainsi les possibilités d'échanges entre la Corée et l'Europe.

Être devenu le seul empire dont personne ne met en doute sérieusement la puissance et le premier empire de l'Histoire à étendre son influence sur la terre entière donne le sentiment d'une réussite absolue et donc qu'il faut encourager les autres à s'aligner sur ses propres comportements. Par exemple les États-Unis pensent que l'agriculture européenne doit s'organiser selon des normes américaines, ou que la spécificité des règles juridiques européennes concernant les biens culturels doit être balayée.

Les risques d'américanisation de l'Europe proviennent donc d'une part de l'importance des moyens américains, qui renforcent le caractère prépondérant des États-Unis dans le processus de globalisation, de technologies

américaines souvent dominantes dans le processus d'internationalisation, et du sentiment messianique des Américains, produit de leur Histoire.

L'Europe oublieuse de son identité

D'autre part, ces risques doivent tout autant à l'Europe. Prenons deux exemples. Si l'Europe était respectueuse de son identité, elle saurait que sa richesse provient de la diversité de ses identités nationales et locales, elles-mêmes exprimées par une variété de langues. La politique prioritaire en Europe devrait donc être de faciliter les échanges culturels intraeuropéens et donc le plurilinguisme, en refusant par exemple d'instaurer l'anglais (ou plutôt un *Basic American*) comme seconde langue obligatoire (dans les Länder allemands) ; de même, l'école primaire française organiserait son initiation aux langues étrangères, à l'exclusion du *Basic American*.

Second exemple, l'Europe se fiche comme d'une guigne de sa démographie, en acceptant un vieillissement de sa population qui contraste avec la dynamique américaine. En outre, l'Europe ne se préoccupe pas d'une question essentielle, le départ de jeunes actifs, parmi les plus entrepreneurs, vers les États-Unis, départs encouragés par des règles malthusiennes.

En se plaçant dans la perspective du XXI^e siècle, le véritable privilège américain est là, dans un niveau de fécondité contrastant avec l'atonie démographique européenne et dans une capacité à attirer la matière grise née sous d'autres cieux, y compris la matière grise européenne.

Voici donc les raisons essentielles qui risquent de conduire à américaniser le XXI^e siècle, d'autant qu'une Europe vieillie se transforme en un archipel urbain qui laisse périr les diversités culturelles d'un territoire composite héritier d'une enrichissante variété de traits identitaires.

■ Les deux processus de l'américanisation

Dans un sens général, l'américanisation peut se définir comme un rapport à l'Amérique, en fait aux États-Unis, considérés comme la concrétisation de ce que fut le rêve américain avant même la création des États-Unis. Dans un sens plus précis et plus opérationnel, *l'américanisation se définit donc non seulement comme l'adoption de manières de vivre, de penser et d'agir conformes à celles des États-Unis chez des peuples non américains ; c'est aussi la substitution de ces manières à des cultures spécifiques et à des identités qui contribuaient à la richesse humaine et culturelle du monde. Cette américanisation provient de processus encouragés à la fois par les émetteurs américains et par l'attitude des récepteurs.*

Les premiers — les émetteurs américains — sont imbus d'une croyance à leur rôle mondial pouvant aller jusqu'à une tentation hégémonique, comme l'attestent par exemple le rapport Kissinger (rédigé en 1974 et longtemps resté secret) ou plus récemment les rapports Wolfowitz (rédigé par le Pentagone) et Jeremai (rédigé par un groupe d'experts), cités dans le *New*

York Times en 1992. Dans ces derniers rapports, on peut lire par exemple le souci des États-Unis d'empêcher « l'émergence d'un système de sécurité exclusivement européen qui pourrait déstabiliser l'OTAN ».

Les seconds — les récepteurs — souvent oublieux des racines de leur identité et de leur culture, se font souvent les propres acteurs des aspects nocifs de l'américanisation du fait de nombre de décisions ou de non-décisions politiques et de comportements facilités, voire encouragés.

L'américanisation, incontestable sous certains aspects, du XXI^e siècle s'effectue dans un contexte de globalisation, fruit de décisions politiques nationales, régionales et internationales, dont le rythme s'est trouvé facilité par l'essor de procédés facilitant les échanges entre les différents territoires de la planète, c'est-à-dire l'internationalisation. En conséquence les firmes¹ n'ont eu d'autres choix que de mondialiser leur stratégie compte tenu de l'évolution du contexte politique et géographique.

Ces évolutions considérables ne doivent pas masquer deux éléments fondamentaux concernant le rôle des États sur les territoires dont ils ont la charge et l'existence — heureuse — d'héritages maintenant néanmoins des spécificités et des identités nationales et locales.

Certes, avec la montée de la société de l'information, et les besoins croissants de souplesse des activités économiques, le rôle des États nationaux évolue et doit évoluer, tandis que les ensembles régionaux en constitution, regroupant plusieurs pays, doivent prendre en compte la situation nouvelle. Ces États ou les organisations régionales demeurent nécessaires car les populations et les entreprises ont besoin de pouvoirs publics veillant au respect des règles, sans toutefois instaurer des normes rigides inadaptées à un monde en constante évolution. D'ailleurs nombre d'entreprises limitent, à regret, leur présence sur les territoires des États se révélant incapables d'assurer un minimum de sécurité et de justice.

En outre, comme on ne peut délocaliser ni un territoire ni son histoire, la globalisation et l'internationalisation des marchés n'effacent heureusement pas les différences géographiques qui imposent aux entreprises de penser local même si elles ne peuvent éviter de penser mondial. En définitive, les comportements stratégiques des entreprises doivent être conformes à la « glocalisation » (*Glocalization*), ce néologisme permettant de synthétiser la nécessité de savoir à la fois penser globalement et agir localement. Ainsi les firmes doivent aussi adapter leurs modes de recherche, de production, de promotion et de distribution aux réalités locales, réalisant une sorte « d'éco-diversité ». Effectivement, au risque de tomber dans le complexe de Procuste, le monde a besoin d'éco-diversité comme il a besoin de biodiversité. Et il a tout autant besoin de « culturo-diversité ».

Aujourd'hui, la globalisation et l'internationalisation sont des processus déjà largement parcourus, et en conséquence devenus des paramètres, paramètre politique pour le premier, paramètre technico-géographique

1. Parmi les exemples français les plus connus, citons les cas de Renault, de France Telecom et même d'EDF.

pour le second. Dans la mesure où la puissance américaine, par son poids géopolitique et industriel, demeure dominante dans l'évolution de ces deux processus, certains aspects de l'américanisation de l'Europe sont sans doute inévitables. Sauf à refuser, sous prétexte qu'ils sont une invention américaine, le courrier électronique ou Internet qui représentent pour l'humanité un saut qualitatif tout aussi important que celui permis par Gutenberg. Aussi appartient-il à l'Europe, aujourd'hui et demain, de dire oui aux mesures de globalisation lorsqu'elles sont favorables aux hommes et de dire non à celles d'entre elles qui sont contraires à une culturo-diversité. Car l'avenir des peuples d'Europe s'inscrit dans leur européanisation, c'est-à-dire dans leur capacité à renouveler et à promouvoir les valeurs qui ont forgé leur identité.

Gérard-François DUMONT

Bibliographie

- Claval Paul, *Histoire de la géographie*, PUF, Paris, 1995.
- Dumont Gérard-François, Zurfluh Anselm, *Die Identität Europas*, Shaffhausen, Novalis, 2001.
- Dumont Gérard-François, « Les paradoxes américains », *Le Moci*, 8 février 2001.
- Dumont Gérard-François et alii, *Les racines de l'identité européenne*, Economica, Paris, 1999.
- Dumont Gérard-François, *Les migrations internationales*, Sedes, Paris, 1995.
- , *Le festin de Kronos*, Fleurus-Essais, Paris, 1992.
- Dupont Cuccioletta, Donald, et Louis (direction), *L'Américanité et les Amériques*, Montréal, Éditions de l'Institut québécois de recherche sur la culture, 2001.
- Fondation des amis du lycée international, *Le développement de l'enseignement international*, 1995.
- *Métropolisation et internationalisation*, Commissariat général au Plan, Paris, janvier 1994.
- Paulet Alain, « Grandes firmes mondiales : stratégies et réalités économiques », *Revue française de géoéconomie*, n° 3, automne 1997.

édition 2005

Revue Française de Géopolitique